

2. L'ÉCOSYSTÈME DES
COMMUNS À BARCELONE

LES COMMUNS URBAINS

REGARDS CROISÉS SUR
MONTRÉAL ET BARCELONE

UN OUVRAGE COLLECTIF

L'ÉCOSYSTÈME DES COMMUNS À BARCELONE

« Nous sommes dans un changement d'époque et non dans une époque de changements »

- Ada Colau

LE CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL DE BARCELONE

Espagne, printemps 2011. Aux prises avec une crise économique sans précédent, alors que le chômage franchit la barre des 20% – au plus fort de la crise, près de 50% des 16-24 ans sont sans emploi –, la population espagnole se mobilise massivement contre les politiques « austéritaires ». Les manifestations se multiplient. Le 15 mai 2011, un campement est installé sur la Puerta del Sol de Madrid. Cette date marque la naissance du mouvement connu ici comme le mouvement des « indignés » – les Espagnols qui participent à cette mobilisation d'envergure préféreront plutôt parler du mouvement du 15 mai (à la manière des soixante-huitards, on parlera des *quincemayistas*). Inspiré du printemps arabe – les Espagnols aspirent à faire la courroie de transmission vers l'Europe continentale –, il est précurseur du mouvement *Occupy*. Dans son sillon, des assemblées de quartier sont implantées dans plusieurs villes d'Espagne. Une manifestation de septembre 2012 voit des milliers d'Espagnols entourer le Congrès à Madrid pour dénoncer l'absence de représentativité de l'institution; une mobilisation dite de la « marée blanche » parviendra en 2014 à bloquer un projet de privatisation d'hôpitaux dans la région madrilène. Barcelone n'est pas en reste, même si la couverture médiatique à l'étranger s'attarde surtout aux mobilisations dans la capitale nationale.

ADA COLAU ET BARCELONE EN COMMUN

Militante engagée depuis 2009 dans la lutte pour le droit au logement, Ada Colau est au nombre des Catalans « indignés ». Appelée à intervenir en 2013 à la Commission Économique du Congrès espagnol sur la question de l'accès au logement, Colau ne s'empêtré pas dans les formalités qu'impose habituellement ce haut lieu de la politique espagnole : comme d'autres militants du 15-M, elle se sent trahie par la politique institutionnelle. La voix teintée d'émotion, elle s'en prend au représentant de l'Association Bancaire Espagnole (AEB) l'ayant précédé au cours des audiences : « Cet homme est un criminel, et c'est comme tel que vous devriez le traiter. Ce n'est pas un "expert". Les représentants des entités financières sont ceux qui ont généré [la crise] »¹. La vidéo, devenue virale, fera de cette militante de l'ombre une figure clé du mouvement des indignés et éventuellement, une figure incontournable de la politique espagnole.

Le 24 mai 2015, Ada Colau remporte l'élection municipale avec la plateforme politique *Barcelona en Commun* et devient la première

femme mairesse de la ville. « Nous avons délégué la politique et cette délégation nous a conduits à la ruine. À partir de là, une réflexion collective s'est enclenchée. Y compris avec ceux d'entre nous qui avaient toujours exclu la politique institutionnelle »². Ce sont cinq des dix-sept mairies des capitales régionales qui ont fait élire en 2015 des formations politiques issues plus ou moins directement du mouvement des indignés. Ces « mairies rebelles », comme les appelle Ludovic Lamant, se disent toutes profondément attachées à la participation citoyenne, à la prise de parole démocratique. Joan Subirats, proche de Colau, a décrit la transition du mouvement 15-M vers la politique institutionnelle comme le « passage d'un processus destituant (de protestations sociales et de dénonciation) vers un processus constituant (visant à "occuper les institutions") », ce qui mènerait à « une extension de la démocratie »³. Dans son discours d'investiture du 13 juin 2015, Colau faisait écho à cette idée d'élargir la démocratie : elle promettait d'impliquer les résidents « dans la conception, la mise en place et l'évaluation des politiques de la ville » et en appelait à « l'exigence citoyenne pour accompagner l'exécutif, et le critiquer si nous nous éloignons du programme pour lequel nous avons été élus »⁴. Selon Lamant : « Si l'on veut comprendre l'originalité du laboratoire espagnol, il est urgent [...] de documenter ce nouveau municipalisme encore méconnu hors d'Espagne »⁵. C'était là un des objectifs de la délégation de novembre dernier, qui cherchait à découvrir les expérimentations démocratiques et initiatives citoyennes prenant forme dans la ville de Barcelone.

VERS UN NOUVEAU PARADIGME DE GESTION MUNICIPALE

Aujourd'hui, la prégnance des problèmes écologiques et l'augmentation croissante des inégalités sociales remettent en question les institutions établies. À Barcelone comme ailleurs, les mouvements sociaux de plus en plus nombreux se mobilisent pour exiger une véritable démocratie qui aille au-delà de la démocratie représentative jugée inadéquate pour relever les défis actuels. La ville peut être le lieu où émergent de nouvelles formes de démocratie qui redonnent aux citoyens les moyens de décider par eux-mêmes.

Face à cette volonté de démocratisation et de faire la ville en commun, la lourdeur de la bureaucratie municipale et son fonctionnement en silos complexifient considérablement la réalisation de projets transversaux et freinent d'autant la capacité de démocratisation de la ville. Pourtant un nouveau paradigme de gestion municipale semble émerger, reconnaissant que les processus et outils conventionnels ne parviennent plus à répondre à la complexité des problèmes rencontrés. Les villes où se manifestent concrètement les enjeux de la crise socio-écologique ont besoin d'imaginer et de mettre en œuvre

1 Rédaction de La Vanguardia. (5 février 2013). Colau llama "criminal" y "supuesto experto" a un representante de la banca. *La Vanguardia*. Repéré à <https://www.lavanguardia.com/politica/20130205/54366394882/ada-colau-criminal-representante-banca.html>

2 Ludovic Lamant (2016). Squatter le pouvoir. Les mairies rebelles d'Espagne. Montréal, Canada : Lux Éditeur, p. 39-40.

3 Dans Ludovic Lamant (2016). *Ibid.*, p. 42.

4 *Ibid.*, p. 33.

5 *Ibid.*, p. 22-23.

un nouveau vocabulaire, de nouvelles valeurs, une nouvelle culture et de nouvelles pratiques. À Barcelone, cela passe par une vision fondée sur les communs, par des changements législatifs et par la création d'un nouveau cadre réglementaire fondé sur des partenariats public-coopératif-communautaire qui reconnaissent le droit à la gestion civique et à l'utilisation communautaire du patrimoine public.

Afin d'insuffler une plus grande flexibilité à son fonctionnement, la Ville de Barcelone utilise des sociétés publiques qui lui permettent de créer des lieux d'intégration « hors système » où des projets « pilotes » ou « temporaires » en économie sociale et solidaire peuvent être soutenus et développés. Ces espaces de flexibilité sont essentiels, car ils représentent des niches d'innovation sociale où émergent de nouvelles façons de travailler qui misent sur la collaboration et la coopération. La finalité de ces niches n'est pas d'aboutir à de nouvelles normes, mais plutôt d'initier un changement de paradigme qui va au-delà de la logique de fonctionnement habituel de la ville.

Les acteurs barcelonais puisent dans leur culture activiste pour concevoir des stratégies qui favorisent le développement de secteurs de gestion communautaire. Afin de contourner les contraintes réglementaires découlant des accords de l'Union européenne, la Ville de Barcelone a par exemple eu recours à un vieil article de la *Charte municipale de Barcelone* qui spécifie que sous certaines conditions, il est possible de faire primer l'usage social et de céder la gestion d'un service « secondaire » non normé (autres que les hôpitaux et écoles publiques par exemple) à des citoyen-ne-s grâce à une gestion civique plutôt que de miser sur une gestion entrepreneuriale (publique ou privée). La Ville de Barcelone mise ainsi sur l'activation de cette clause pour développer de nouveaux processus permettant d'éviter les appels d'offres pour ces services secondaires.

Déjà, la Ville de Barcelone a répertorié pour la première fois de manière transversale tous les bâtiments appartenant à la ville. Entre eux, plus de 180 lieux fonctionnent aujourd'hui grâce au principe de gestion civique. En favorisant l'émergence de ces nouvelles initiatives, la Ville et le gouvernement catalan qui est bien souvent un partenaire important de ces projets, contribuent à la création d'un cadre institutionnel qui facilite l'émergence des communs. Les changements législatifs qu'ils mettent en œuvre donnent la priorité au droit d'usage sur le droit à la propriété et reconnaissent la valeur de la gestion civique de biens et de services publics ancrée dans les quartiers de la ville. Afin de mettre en œuvre sa vision stratégique fondée sur les communs, la Ville a développé des *Tables sur les communs* où se réunissent différents départements de l'administration (gestion communautaire de la culture, économie sociale et solidaire, écologie urbaine, etc.). Ces tables assurent une application transversale de la stratégie de *Barcelone en commun*.

Enfin, Barcelone a également innové dans le domaine de la mesure d'impact. La Ville et ses partenaires de l'économie sociale et solidaire ont conçu des outils d'évaluation de l'impact social des activités multiples qui participent à cette transition. Le *Balanç Social* (bilan social), développé par la XES - Xarxa d'Economia Solidària (réseau catalan de l'ESS) est un outil en ligne de responsabilisation et de mesure de l'impact social, environnemental et de la bonne gouvernance de toute entreprise ou entité qui se veut socialement responsable. Le bilan social évalue systématiquement, objectivement et périodiquement cinq grandes caractéristiques : démocratie, égalité, engagement environnemental, engagement social et qualité du

travail. Au bilan social, s'ajoute depuis peu le bilan communautaire qui se penche plus précisément sur la responsabilisation et l'amélioration continue des processus de gestion communautaire des installations ou des espaces publics communs. Ainsi, la municipalité peut suivre tant les apprentissages des organisations porteuses des projets qui sont menés dans ses immeubles que l'impact des projets sur le milieu. Un projet pilote de ce bilan sera mené en 2019.

SURVOL DE L'ÉCOSYSTÈME DE BARCELONE

Afin de réaliser cette transition démocratique et écologique, la plateforme citoyenne *Barcelone en commun*, au gouvernement municipal depuis mai 2015, tente de mobiliser l'ensemble des secteurs de l'économie sociale et solidaire, du communautaire et de la ville. Pour y parvenir, c'est tout un processus d'invention collective qui est mis en œuvre au sein duquel les organismes intermédiaires agissent comme des connecteurs cruciaux qui contribuent à développer des savoir-faire au travers d'expérimentations.

Nous présentons ici quelques acteurs qui participent à l'émergence de cet écosystème de la transition.

La **Comunicadora** est un programme municipal qui vise à promouvoir les projets d'économie collaborative et à les centrer sur les valeurs communes, en accord avec l'ÉSS. Il représente un outil dont Barcelone s'est dotée pour construire une durabilité basée sur un modèle commun à cinq piliers : communauté, partage des connaissances, mobilisation des ressources et des revenus, cogouvernance participative et coproduction collaborative. La Comunicadora propose principalement des formations, un support technique, un accompagnement spécialisé et un espace d'apprentissage collectif et collaboratif. Le programme dans ses quatre premières éditions appartient à Barcelona Activa, bien qu'il soit issu d'un processus collectif de co-création et qu'il ait été géré par différentes organisations de l'écosystème des communs urbains. Pour cette raison, ils travaillent actuellement pour développer les bases juridiques d'un modèle de gouvernance et de copropriété plus pluriel et cohérent avec le modèle qu'ils souhaitent promouvoir.

La **Coòpolis de Barcelone** représente l'une des 14 coopératives membres de la *Xarxa d'Ateneus Cooperatius de Catalunya*⁶. Coòpolis est une organisation qui promeut la création des coopératives dans une approche collaborative de type public/coopératif/communautaire. La municipalité a mis à la disposition du collectif de coopératives le vaste complexe industriel désaffecté Can Batllo. Il s'agit là d'un projet phare d'utilisation par la collectivité du patrimoine citoyen barcelonais. Une fiche particulière est dédiée à la présentation de ce projet.

Dans la section qui suit, nous présentons sommairement le fonctionnement et la contribution de **Foment de ciutat**, rattaché au *Ajuntament de Barcelona*, et de la **Hidra**.

FOMENT DE CIUTAT : FAVORISER LA VIE COMMUNAUTAIRE ET RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ENTRE QUARTIERS

Rattachée au Conseil municipal de Barcelone (*Ajuntament de Barcelona*), *Foment de ciutat* est une société municipale chargée d'appliquer le *Pla de barris* (Plan de quartiers), programme municipal qui vise à réduire les inégalités entre les différents quartiers de la municipalité et à revitaliser les quartiers dans le besoin.

⁶ Voir : <http://aracoop.coop/ateneus-cooperatius/> La Xarxa d'Ateneus Cooperatius de Catalunya conforme un écosystème territorial promu par le Ministère Catalan du Travail social et des Familles, qui, grâce à sa collaboration public-coopérative-communautaire, œuvre pour créer un esprit d'entreprise collectif, de nouveaux projets dans le secteur ESS et la transformation sociale, ainsi que des emplois. Le XAC est composé de 14 agences de coopération réparties sur le territoire catalan et articule plus de 130 organisations de l'ESS et des entités publiques.



Vue de l'extérieur du Centre pénitencier pour hommes de Barcelone, mieux connu sous le nom de « La Model ». Il s'agit d'un des projets sur lesquels travaille *Foment de ciutat*. Source : Wikipedia

Foment de Ciutat contribue également à la dynamisation temporaire des espaces urbains qui attendent sa transformation finale. Un exemple des projets pris en charge par *Foment de ciutat* est celui de la requalification de la prison *La Model*. Durant plus de cent ans, *La Model* fut un centre de détention pour hommes⁷, surtout reconnu comme un symbole de la répression sous la dictature de Franco (1939-1975). Située dans le quartier *L'Esquerra de l'Eixample*, la prison a fermé ses portes en juin 2017. L'État a cédé l'ensemble à la municipalité, qui souhaite lui donner une vocation communautaire.

Foment de ciutat est chargée de la dynamisation culturelle et communautaire de cet espace en collaboration avec le département d'urbanisme de la Ville et les résidents autour de l'ancienne prison⁸. Des consultations ont eu lieu antérieurement à la cession de la prison à la municipalité. Depuis, c'est tout un « processus participatif » en collaboration avec les mairies de quartier et avec les résidents à travers la plateforme *Decidim* (plateforme numérique participative de la ville de Barcelone) qui est mis en oeuvre pour définir la vocation à long terme de ce lieu à forte charge symbolique.

D'ici à ce que la fonction définitive du lieu soit fixée, *Foment de ciutat* profite du temps d'inoccupation de *La Model* pour y réaliser une utilisation temporaire ou transitoire⁹ qui permet à la collectivité de découvrir ce lieu qui lui était par définition interdit. L'espace accueille des fêtes de quartier, des événements publics et des conférences; des visites libres et gratuites sont offertes chaque semaine; des expositions temporaires ont lieu (sur le thème de la résistance antifasciste ou sur le thème de la justice sociale, par exemple). L'espace entend intégrer la vie de quartier et favoriser les échanges entre les résidents. Prochainement, une section de *La Model* sera réservée à un espace mémoriel (*La Model. Espai memorial*) avec pour objectif de

« [c]onvertir une section de la prison en un centre d'interprétation de la répression et des mouvements sociaux »¹⁰. Cet espace présentera des informations relatives à l'architecture des lieux, mais insistera surtout sur la répression sous la dictature, les récits des milliers de prisonniers victimes du franquisme, etc. *La Model* a donc une vocation pédagogique et participe à l'éveil d'une conscience politique.

LA HIDRA : COMPRENDRE, APPUYER ET FAVORISER L'ÉMERGENCE DE COMMUNS

La Hidra (L'hydre) est une coopérative pluriforme (elle se définit tantôt comme « coopérative culturelle », tantôt comme « coopérative de travail associé ») qui réalise des recherches, de la formation ou différentes formes de consultations. Parmi les thèmes qui intéressent cette coopérative, on retrouve : la gestion communautaire, le logement et l'économie urbaine. Ces trois domaines thématiques sont abordés par *La Hidra* sous le même principe : face au modèle hégémonique public-privé, ils proposent des alternatives basées sur des alliances public-communautaire. Son travail est consacré à la « transformation urbaine, avec pour objectif de créer une synergie avec l'ensemble des pratiques professionnelles et sociales qui cherchent à garantir le droit à la ville »¹¹. Elle compte parmi ses rangs des chercheuses et des chercheurs de différents horizons (sociologie, économie politique, anthropologie, etc.) qui travaillent étroitement avec la municipalité de Barcelone à élaborer un cadre théorique rigoureux, des documents de référence, des plans d'action, des outils d'évaluation et de reddition de comptes, etc. Une partie du travail réalisé par *La Hidra* concerne les communs urbains à Barcelone : de nombreux outils ont été créés par la coopérative et permettent à la ville de Barcelone de s'assurer du développement et de la pérennité des communs ou encore d'évaluer les retombées sociales de ces derniers. *La Hidra* fut notamment partie prenante de l'élaboration du programme *Patrimoni ciutadà*¹² (patrimoine citoyen) de la Ville de Barcelone, mettant en place en 2017 le cadre municipal des usages et gestions communautaires.

Afin de mieux cerner le travail que réalise concrètement cette coopérative innovante, nous proposons un survol du travail réalisé par *La Hidra* en matière de « gestion communautaire de la culture ».



La Hidra, coopérative qui collabore avec la ville de Barcelone sur la question des communs urbains. Source : <http://lahidra.net>

Cette présentation sur l'approche de *La Hidra* en matière de culture est largement inspirée d'un document-synthèse dans lequel la coopérative présente sa conception d'une « gestion communautaire de la culture »¹³. Une telle gestion communautaire (ou « en commun ») de la culture implique d'abord de reconnaître l'importance de la gestion

7 Le nom réfère à la structure du bâtiment : il s'agit d'une prison construite selon le modèle idéal-typique du panoptique, imaginé au 18^e siècle par le philosophe utilitariste Jeremy Bentham, structure qui donnait aux prisonniers l'impression d'une surveillance continue depuis une tourelle centrale.

8 Voir : <https://lamodel.barcelona/>

9 Voir : <https://lamodel.barcelona/es/la-model/la-ciudad-abre-la-model/>

10 Voir : <https://lamodel.barcelona/es/espacio-memorial/>

11 <http://lahidra.net/que-es-la-hidra-cooperativa/>

12 https://ajuntament.barcelona.cat/participaciociutadana/sites/default/files/documents/comunsurbans_doc_sm_0.pdf

13 *La Hidra* (2018). *Gestió comunitaria de la cultura. Valors, retos y propuestes*. Barcelone, Espagne : Institut de Cultura de Barcelone. L'étude a été commandée par la ville de Barcelone.

locale et démocratique de biens et d'espaces publics (l'unité de base étant le quartier) : « L'accès de la communauté à la ressource et la participation locale », indique *La Hidra*, font que les biens communs sont « radicalement démocratiques et potentiellement émancipateurs »¹⁴. La gestion communautaire de la culture ne représenterait donc ni plus ni moins, du point de vue de *La Hidra*, que l'« alternative à la gestion publique ou privée des ressources culturelles »¹⁵. *La Hidra* encourage la municipalité à abandonner le modèle des partenariats de type « public-privé », et à favoriser plutôt des partenariats de type « public-communautaire »¹⁶, lesquels permettent de « [...] produire des pratiques plus démocratiques [...] et transparentes »¹⁷.

Cette proposition a pour objectif de « créer une nouvelle forme d'institutionnalisation communautaire qui encourage le devenir commun du "public" »¹⁸. La gestion communautaire – de la culture – représente l'approche privilégiée par la Ville de Barcelone pour la gestion de nombreux espaces, mais également d'événements (les fêtes « populaires » ou fêtes de quartier, comme celle de *Prospe Beach* qu'illustre l'image ci-dessous) que l'on pourrait ranger dans la catégorie des « communs urbains »¹⁹.



La fête de *Prospe Beach* présente, selon *La Hidra*, toutes les caractéristiques d'un commun urbain. Chaque année, dans le quartier de La Prosperitat, 40 tonnes de sable recouvrent le sol pour créer une vaste « plage urbaine » et un espace ludique dans ce quartier décentré et éloigné de la plage. Source : https://ajuntament.barcelona.cat/guardiaurbana/en/noticia/fun-for-all-the-family-at-prospe-beach-2018_684791

La culture revêt ici un sens large et profond. Ultimement, il ne s'agit pas tant, du point de vue de *La Hidra*, de « démocratiser » la culture au sens où on l'entend habituellement, soit : en favorisant l'accès à des productions culturelles ; la culture implique des processus, elle est une *activité*, une activité incarnée, vivante. L'objectif est donc de favoriser l'émergence d'une « démocratie culturelle », qui impliquerait l'appropriation citoyenne de l'ensemble des processus et la participation active à la création de la culture : « Les valeurs de la culture communautaire ne se fondent pas sur l'accès des gens à la culture, ou le fait qu'il y ait plus de spectateurs ou de consommateurs, la culture communautaire doit reconnaître le rôle actif des personnes et leurs droits culturels en tant que citoyens »²⁰.

14 *Ibid.*, p. 18

15 *Ibid.*, p. 29

16 *Ibid.*, p.

17 <http://lahidra.net/programa-de-desarrollo-de-los-comunes-urbanos-en-barcelona/>

18 *La Hidra* (2018). *Op. cit.*, p. 33

19 Pour une présentation des « fêtes » en tant que « commun », voir la section « La fiesta como un común » du document produit par *La Hidra* (2018). On peut y lire que les fêtes (populaires) représentent bel et bien un exemple de commun, dans la mesure où ils représentent un « exemple de comment les communautés redéfinissent l'utilisation et l'accès à des espaces collectifs ». *Op. cit.*, p. 98.

20 *Op. cit.*, pp. 110-111.

AUTEUR·E·S DE CETTE FICHE

Jonathan Veillette : Professeur de sciences politiques au cégep Édouard-Monpetit, doctorant en sociologie à l'UQAM

Élaine Gauthier : Conseillère en aménagement à la Ville de Montréal, Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de l'urbanisme, Division du patrimoine

Pour consulter l'ensemble de fiches : <http://cities-ess.org/dossiers/communs-reinventer-ensemble-le-rapport-a-la-ville-bon/>

